

NUMERO SPECIAL

*« Vous vous unifiez  
sur la base de la négation  
d'une révolution en cours... »*



**Intervention du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale  
à la « Conférence mondiale ouverte » du Comité paritaire.**



# sommaire

## 1. NOTE DE PRÉSENTATION

## 2. INTERVENTION DU SECRETARIAT UNIFIE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE A LA « CONFERENCE MONDIALE OUVERTE » DU COMITE PARITAIRE

*INPRECOR*, édité par « Presse-Edition-Communication ».

Imprimé par **ROTOGRAPHIE** (Montreuil).

Administration : 2 rue Richard Lenoir, Montreuil. Directeur de publication : Robert **MARCH** —

Commission paritaire numéro 59 117.

Gérant : Jacques **GIRMA**. ISSN — 0378-8342.

**CORQI** : Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale.

**FB** : Fraction bolchévique

**TLT** : Tendence léniniste trotskyste

**PST** : Parti socialiste des travailleurs (Argentine)

**PST** : Parti socialiste des travailleurs (Salvador)

**OSI** : Organisation socialiste internationaliste (Salvador)

**OSI** : Organisation socialiste internationaliste (Brésil)

**LMR** : Ligue marxiste-révolutionnaire (Nicaragua)

**PRT** : Parti révolutionnaire des travailleurs (Uruguay)

**POMR** : Parti ouvrier marxiste-révolutionnaire (Pérou)

## CONFERENCE MONDIALE DU COMITE PARITAIRE

### Note de présentation

En octobre 1979, la Fraction bolchévique et la Tendence léniniste trotskyste ont quitté les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale pour fonder avec le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale un "Comité paritaire".

La "Conférence mondiale ouverte" convoquée par le Comité paritaire s'est tenue à Paris du 19 au 27 décembre 1980. Des délégations d'une quarantaine de pays y étaient officiellement présentes. A part celles de la France, de l'Argentine, de la Colombie et du Brésil, aucune ne représentait une force significative.

(liste des délégations présentes) :

Allemagne  
(ISA, ISF, LS), Algérie (OST), Angleterre (SLG), Antilles (GTA), Argentine (PST), Autriche (LM), Belgique (OSI), Bolivie (OST), Brésil (OSI, CS), Canada (GST), Chili (IS, CEMTch), Chypre (CLTch), Colombie (PST), Costa-Rica (PRT), Côte d'Ivoire (ORT), Danemark (GCI), Equateur (MST), Espagne (POSI, PST), France (OCIu), Grèce (PO, ES), Honduras (IO), Hongrie (CORQI), Irlande (LWR), Italie (LSR), Mexique (LOM-POS), Nicaragua (LMR), Panama (PST), Pérou (POMR, PST, TUT), Pologne (GQI), Portugal (PST-POUS), Salvador (PST), Sénégal (LCT), Suède (LS, CORQI), Suisse (GTS), Tunisie (CLTT), Uruguay (PST), USA (RWF), Vénézuéla (PST, MIRp).

Il ne s'agissait plus d'une conférence ouverte, mais du congrès de fusion entre deux fractions internationales (FB et CORQI), pour la fondation d'une IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) : il n'y avait pratiquement pas d'organisations observatrices, à part une organisation brésilienne et une organisation des USA.

La presque totalité des rapports présentés, sur l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur le bilan du Comité paritaire, sur les thèses soumises au vote, sur la dissolution des tendances et fractions visaient en fait à délimiter une nouvelle fraction internationale, celle du "trotskysme orthodoxe", contre le "révisionnisme liquidateur" du Secrétariat unifié.

L'actualité de la lutte de classes n'était présente et abordée qu'à travers le prisme sectaire et déformé de cette polémique.

Conformément à la décision du Secrétariat unifié, une délégation du Bureau du SU assistait comme observateur aux travaux de la conférence. Elle y adressa la déclaration ci-jointe.

■ Quand, voici un an, vous avez organisé la scission, nous avons caractérisé votre initiative comme un coup porté contre la IVe Internationale et contre la révolution au Nicaragua.

Le déroulement même de cette conférence le confirme au-delà de nos prévisions.

Nous sommes aujourd'hui au cinquième jour de ses travaux et il n'y a pas eu un seul rapport, pas une seule intervention de délégué qui ne commence et ne finisse par la dénonciation du Secrétariat unifié.

La lutte de classes internationale, ses problèmes les plus brûlants sont absents des débats, ou abordés de manière incidente, à travers le filtre des lunettes fractionnelles : vous n'avez pas encore discuté de la révolution au Nicaragua, au Salvador, en Iran.

Je reviendrai dans cette intervention sur trois questions : la révolution nicaraguayenne un an après la scission, la construction de la IVe Internationale, les thèses politiques soumises au vote de la conférence.

Auparavant, j'apporterai le salut du Secrétariat unifié aux militants de vos organisations victimes de la répression, au camarade Paez et aux militants du PST argentin emprisonnés, ainsi qu'aux militants du PST du Salvador - et aussi de l'OSI du Salvador, assassinés par la dictature.

En revanche, je ne consacrerai pas une minute à répondre aux falsifications et calomnies que certains intervenants sont allés chercher dans les fonds de poubelles. Il y en a trop. Je préfère consacrer l'intégralité de mon temps aux véritables questions politiques.

En 1979, vous avez tourné le dos à l'unification des forces qui se réclament du trotskysme.

Nous nous étions engagés dans une voie sérieuse, patiente et constructive pour arriver à cette fin.

Nous avons commencé à explorer l'ampleur et la portée de nos divergences avec le CORQI, pour tenter de les surmonter à partir de l'action commune et de la discussion fraternelle. Le CORQI pour sa part avait accepté d'engager cette discussion sur la base des projets de résolution pour le XIe Congrès mondial.

Cette démarche supposait la reconnaissance réciproque et loyale de la IVe Internationale et du CORQI dans leur ensemble comme des organisations révolutionnaires qui discutent ensemble, non pour se détruire mutuellement, mais avec la volonté réelle de surmonter une longue division, sur une

base programmatique de principe, vérifiée par un accord sur les grands événements et les tâches de la lutte de classe internationale.

Vous avez fait un autre choix. Celui de la scission, de la division, d'une nouvelle dispersion des forces qui se réclament du trotskysme. Car il s'agit bien d'un choix délibéré de votre part, précipité, et tous vos efforts pour présenter cette initiative de scission comme une exclusion dont vous auriez été victimes n'ont pas pu faire illusion : - la TLT et la FB avaient participé pendant plus de 18 mois à la préparation du Congrès mondial. Elles avaient pu publier contributions ou contre-résolutions dans plus de 30 bulletins intérieurs de discussion. Elles avaient toute latitude d'en appeler aux délégués du Congrès mondial eux-mêmes contre une orientation qui leur aurait paru un grave abandon de principes;

- le CORQI avait pu discuter des projets de résolutions et exprimer par écrit critiques ou suggestions. Il était invité à participer comme observateur au XIe Congrès et à y défendre ses positions devant l'ensemble des délégués.

Il aurait toujours été possible aux uns et aux autres de tirer leurs conclusions du déroulement du congrès. Vous n'avez pas voulu accepter cette épreuve et en connaître le verdict. Vous avez scissionné à la veille d'un congrès démocratiquement préparé. Cette conférence n'est que l'aboutissement de cette manœuvre sans principes : une manœuvre contre la IVe Internationale sur le dos de la révolution nicaraguayenne.

#### 1) LA REVOLUTION NICARAGUA- YENNE : TEST OU PRETEXTE ?

Pour juger de la dégénérescence d'une organisation révolutionnaire, des pas qualitatifs franchis ou non, nous n'avons qu'un seul critère en dernière instance. Celui de Lénine face à la IIe Internationale, celui de Trotsky face à la IIIe : le comportement pratique de ces organisations dans les grandes épreuves de la lutte de classes.

Vous avez écrit que la position de la IVe Internationale sur la révolution nicaraguayenne constituait «la pire trahison dans l'histoire du trotskysme». Son août 1914 ou son mars 1933 ? Certains n'ont pas hésité à l'affirmer.

Ici même, dans son rapport sur le bilan du Comité paritaire, le camarade Ernesto Gonzales, qui ne fait pas dans la nuance, a dit que cette trahison était pire que la trahison de la révolution chinoise en 1927, de la révolution allemande en 1933, de la révolution espagnole en 1937. Il a fait bonne mesure...

Devant la gravité de telles accusations, nous aurions été en droit d'attendre, un an après la scission, que vous consacriez dès l'ouverture de la conférence, un rapport détaillé à la révolution nicaraguayenne pour confirmer ou infirmer sur la base de preuves sérieuses votre jugement.

Rien ! Pas un mot ! Pas un rapport !

1.- La véritable divergence, la plus importante, ne porte pas, comme vous avez voulu le faire croire, sur la question du gouvernement ou de la construction d'une section de la IV. Elle porte d'abord sur la révolution elle-même et sur notre attitude face à une révolution en marche.

Parce que nous sommes communistes, parce que nous n'avons pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat, nous jugeons à partir des faits et de l'action des forces en présence.

Devant les difficultés d'une révolution directement exposée aux menaces impérialistes, nous cherchons d'abord ce que nous pouvons faire pour aider cette révolution et renforcer ses chances de vaincre. Nous ne commençons pas par parier sur la défaite. Nous mettons au premier plan l'organisation de la campagne de solidarité la plus large possible. Dans ce cadre, nous gagnons le droit d'exprimer nos positions sur le processus révolutionnaire et de faire les propositions comme les critiques que nous jugeons nécessaires.

Le point de départ de votre position politique n'est pas le renversement insurrectionnel de la dictature somoziste, sous la direction du FSLN, ni l'analyse concrète du cours suivi depuis par la révolution au Nicaragua. Votre point de départ, c'est un fait qui occupera une place de second plan dans l'histoire de cette révolution et dont vous faites cependant un événement comparable aux journées de juillet dans la révolution russe : l'expulsion de la Brigade Simon Bolivar (BSB) par le FSLN en août 1979.

Non seulement, il s'agira de journées de juillet de la révolution nicaraguayenne, mais encore, à en croire le délégué de la LMR du Nicaragua pour qui il n'y a eu qu'un bref épisode de

dualité de pouvoir, cette expulsion mettrait précisément fin à la dualité de pouvoir !

A partir de là, votre ligne devient sinistrement cohérente. Vous devriez caractériser comme une dictature militaire un gouvernement bourgeois (GRN), qui chasse les bolchéviques (la BSB !), met fin à une situation de dualité de pouvoir, et se refuse à organiser immédiatement l'élection libre d'une Assemblée constituante. Faute d'en avoir le courage politique, vous agissez conformément à ce jugement implicite.

Au lieu d'organiser une campagne de solidarité avec la révolution, votre seule activité à l'automne 1979 fut la campagne contre la répression au Nicaragua, au moment où la bourgeoisie impérialiste cherchait en vain des arguments pour lancer sa croisade contre les atteintes aux droits de l'homme !

Lorsqu'en janvier 1980, le FSLN prend le contrôle direct de trois ministères clés, et lorsque Ortega remplace le conspirateur Larios à la tête de l'armée populaire sandiniste, *Informations ouvrières* y voit la preuve d'un renforcement de l'armée bourgeoise !

Inévitablement, lorsque le départ de Chamorro et Robelo du gouvernement ouvre une crise politique, vous vous trouvez du côté du MDN (Mouvement démocratique du Nicaragua), de la bourgeoisie et du président du Costa-Rica Carazo pour réclamer des élections libres et l'élection immédiate d'une constituante : « *Contre la tentative d'instauration du Conseil d'Etat, instrument antidémocratique au service de la reconstruction de l'Etat bourgeois, les trotskystes au Nicaragua opposent l'exigence d'une assemblée constituante souveraine.* » (Résolution du Comité paritaire, Sao Paulo, février 1980). Comme si cette revendication concentrait les revendications démocratiques au même titre que dans le Brésil de Figueiredo ou dans le Chili de Pinochet. En outre, vous savez tous que depuis, le COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée) a abandonné « *l'instrument de reconstruction de l'Etat bourgeois* », le Conseil d'Etat, qui ne semble pas avoir été aussi adéquat que vous le prétendez.

2.- La résolution adoptée majoritairement par le XI<sup>e</sup> Congrès mondial, souligne au contraire l'existence d'une situation particulière de dualité de pouvoir au Nicaragua, tout en indiquant que l'Etat, bien que « *fortement désarticulé* » demeure bourgeois. Elle annonce clairement la nécessité d'une rupture avec la bourgeoisie au niveau gouvernemental : « *Toute nouvelle avancée dans la révolution nécessitera la rupture, sous une forme ou sous une autre de la coalition gouvernementale, et dans ce sens, aboutira à une situation analogue à celle qu'a connue la révolution cubaine en juin-juillet 1959... C'est en appuyant toutes les décisions répondant aux besoins des masses laborieuses que se préparent*

*le plus efficacement les heurts à venir dans la lutte pour construire un gouvernement ouvrier et paysan.* »

Dans le cadre de cette situation de dualité de pouvoir, se sont combinés le processus de radicalisation des masses, débordant le cadre du plan économique adopté pour l'année 1980, et les initiatives politiques du FSLN répondant positivement à ces pressions. Il renforça ainsi son propre pouvoir au détriment de la bourgeoisie.

Dès janvier 1980, il a pris le contrôle direct des principaux ministères. Il a assuré une majorité pour les organisations ouvrières et paysannes dans le Conseil d'Etat, dont le rôle consultatif a été confirmé. Il a impulsé une campagne d'alphabétisation qui constitue un important facteur de politisation et d'organisation des masses. Il a relancé dès février la constitution et l'armement de milices populaires. Il a pris une série de mesures sociales telles que l'abaissement des loyers, le contrôle populaire sur les prix, l'expropriation des terres mal cultivées. Il a renforcé le contrôle étatique sur l'essentiel du commerce extérieur. Il a répondu par son communiqué du 23 août, à l'offensive de la bourgeoisie en faveur d'élections libres pour amorcer la contre-révolution démocratique, en affirmant publiquement que la réalité du pouvoir politique est concentrée entre ses mains et non dans celles du gouvernement de reconstruction nationale; ceci après que Robelo se soit clairement démasqué aux yeux des masses comme représentant du capitalisme plutôt que comme antisomoziste.

C'est l'ensemble de ces facteurs que nous avons pris en compte dans la résolution du Secrétariat unifié de septembre 1980 pour conclure à la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan : « *La constitution d'un Conseil d'Etat consultatif à majorité ouvrière et paysanne, le refus d'obtempérer aux exigences du COSEP sur la nomination des remplaçants de Robelo et Chamorro, le rejet des exigences de la bourgeoisie concernant l'organisation d'élections pour 1981 et, parallèlement, l'affirmation que le développement des germes de nouveau pouvoir prime sur les élections, l'affirmation répétée de la prééminence de la direction nationale du Front sur les organes gouvernementaux officiels, l'approfondissement de la réforme agraire et la généralisation des milices, tous ces éléments combinés démontrent au Nicaragua l'existence d'un gouvernement qui s'appuie sur les ouvriers et les paysans, qui affirme son indépendance face à la bourgeoisie, un gouvernement ouvrier et paysan, bref épisode vers l'instauration de la dictature du prolétariat. En effet, l'épreuve de forces décisive entre les classes n'a pas encore eu lieu. Le dénouement de la situation particulière de dualité de pouvoir est encore devant nous.* »

En effet, nous n'ignorons pas les positions encore tenues par la bourgeoisie, en premier lieu dans le domaine de la production, et leurs prolongements politiques. C'est grâce

à ces positions qu'elle a pu obtenir des concessions comme l'adoption de la loi de *amparo* ou la levée de la loi d'urgence. C'est également parce que la bourgeoisie n'a pas encore définitivement été défaite, que la bourgeoisie internationale concède une aide économique ou financière, d'ailleurs très limitée, visant à préserver une dernière carte en élargissant les marges de manœuvres de la bourgeoisie nicaraguayenne et en essayant de consolider le secteur privé, dans l'attente d'une contre-offensive politico-militaire contre la révolution centro-américaine.

Mais c'est précisément parce que la situation de dualité de pouvoir n'est pas encore résolue, que nous parlons de gouvernement ouvrier et paysan dans le cadre de la dualité de pouvoir, et non d'Etat ouvrier, ce dont le camarade Moreno s'étonnait hier dans son rapport.

3.- Pour le CORQI, cette incompréhension de la dynamique de la révolution coloniale s'inscrit dans la continuité de ses positions passées sur l'Algérie et sur Cuba.

Et même en deçà.

Vous avez, en effet, réédité l'an passé vos documents de 1961/62 sur la révolution cubaine.

Vous écriviez alors : « *En face d'un Etat bourgeois chaque jour plus délabré, plus impuissant et plus fantomatique, s'affirment des formes d'organisations ouvrières qui forment des éléments de constitution — embryonnaire, à l'échelon local — de pouvoir : milices, comités de défense de la révolution, vigilants, comités techniques consultatifs dans les usines, etc. Ils ne changent rien à la situation qui est celle de Cuba aujourd'hui : un Etat bourgeois, délabré, décomposé, fantomatique, contrôlé par le groupe d'hommes qui entourent Castro; des éléments de pouvoir ouvrier à côté de lui, se réclamant de la même direction, mais poussant en réalité toujours plus loin leur pression vers des mesures plus radicales; en un mot, une situation assez semblable à celle que connut l'Espagne républicaine en 1936-37 d'une dualité de pouvoirs spécifique, où l'absence d'une direction révolutionnaire permet au gouvernement de s'efforcer de concilier les deux pouvoirs antagonistes, ainsi qu'il le fait en réunissant dans les juntes de coordination et d'exécution les représentants des organismes divers, armée et milice, administration et comités, police et syndicats.*

C'est commettre une sérieuse erreur de méthode que de confondre nature de l'Etat et nature du gouvernement.

Il n'en reste pas moins que la révolution cubaine continue et que l'histoire n'a pas encore tranché la question de savoir si le gouvernement ouvrier et paysan de Fidel Castro ouvrira la voie à la dictature du prolétariat ou, au contraire, à une restauration de l'Etat bourgeois et du capitalisme à Cuba. »

« 1. La révolution cubaine, commencée avec l'agitation conduite par des étudiants armés parmi les paysans pauvres en 1957, est devenue aujourd'hui une révolution prolétarienne, posant à Cuba et dans l'Amérique latine entière le problème du pouvoir ouvrier, et illustrant la thèse trotskyste de la révolution permanente, suivant laquelle seul le prolétariat révolutionnaire peut diriger la transformation d'un pays semi-colonial en passant directement et sans observer d'étape distincte des tâches de la révolution démocratique bourgeoise à celles de la révolution socialiste.

La lutte avec l'impérialisme a conduit les masses et, dans une certaine mesure, le gouvernement ouvrier et paysan à porter des coups sévères à l'Etat bourgeois, aujourd'hui démantelé et fantomatique. En même temps, elle a vu apparaître les premiers éléments de « pouvoir ouvrier », notamment les milices ouvrières. »

« 4. Pas plus qu'elle n'a tranché encore le sort de la révolution cubaine, l'histoire n'a encore tranché le problème de la nature de l'Etat cubain dans la période présente. Il y a dualité de pouvoirs entre les débris de l'Etat bourgeois et les éléments de l'apparition d'un Etat ouvrier. »

L'horloge de l'OCI retardait déjà sur l'histoire et ses analyses s'en ressentaient. Mais du moins avançait-elle encore, avant de s'arrêter tout à fait. Et pour vingt ans. Puisqu'il ne vous a pas fallu moins de vingt ans pour reconnaître l'existence d'un Etat ouvrier à Cuba.

Sur le Nicaragua, votre horloge ne se contente plus de retarder, elle marche à rebours : essayez en effet d'appliquer ne serait-ce que la méthode qui était la vôtre au moment de la révolution cubaine à la révolution nicaraguayenne, et vous ne manquerez pas de vous trouver en contradiction flagrante avec vos positions actuelles.

Pour la Fraction bolchévique, l'attitude face à la révolution nicaraguayenne constitue un tournant radical, et récent, par rapport à la politique initialement acritique, qui se drapait en l'usurpant dans le drapeau sandiniste et menait campagne pour la construction de la centrale syndicale sandiniste, en omettant même de poser la question de l'unité syndicale.

Vous n'avez cessé ensemble de dénoncer le FSLN comme « une direction définitivement contre-révolutionnaire » (*La Vérité*, juin 1980), qui « reconstruit l'Etat bourgeois, l'armée bourgeoise et l'économie capitaliste » (*Correspondance Internationale* 2), bref comme un agent de la bourgeoisie aussi zélé que le PC espagnol en 1937 ou le PCF en 1945.

Vous avez fermé les yeux sur la révolution et vous continuez.

## II) QUELLE INTERNATIONALE ?

1) Le Nicaragua et la défense du trotskysme en Amérique centrale vous ont servi de premier prétexte pour justifier votre scission. Mais dès le premier appel à la constitution du Comité paritaire, vous étiez passés sur un autre terrain en revendiquant la continuité d'un combat contre le révisionnisme commencé en 1953 et qui prendrait aujourd'hui « une nouvelle dimension ».

C'est en tout cas pour le camarade Moreno une nouvelle version de l'histoire : s'il considère qu'il a commis le péché non seulement de cohabiter avec le « révisionnisme » quinze ans durant, dans une même internationale, mais encore d'avoir mené une bataille de dix années pour y être reconnu comme section, il doit le dire. Mais il ne peut pas mettre ce passé récent entre parenthèses. De même, les camarades de la TLT n'avaient jamais défendu cette idée avant la scission, et ce n'est pas faute d'avoir eu toutes les possibilités de s'exprimer : ils défendaient dans la IVe Internationale la méthode d'unification de 1963, ils sont maintenant passés aux arguments qui justifient le refus de l'unification.

Nous avons dit et écrit alors que le plus grave dans votre politique c'est qu'elle s'oppose à la construction de la IVe Internationale comme parti mondial démocratiquement centralisé. Nous le maintenons aujourd'hui, en dépit de vos efforts pour sauver les apparences.

Vous parlez d'imminence de la révolution depuis 1969 pour caractériser la période. Nous préférons parler d'actualité de la révolution dans ses différents secteurs dans un sens conjoncturel et non seulement historique. Une imminence qui dure plusieurs décades devient un pronostic trompeur plutôt qu'une caractérisation fonctionnelle.

L'année 1968 marque un tournant dans la lutte de classes internationale depuis la seconde guerre mondiale. La révolution mondiale entraîne de nouveaux le prolétariat des pays impérialistes et des Etats ouvriers bureaucratifiés et entre en jonction avec la montée des masses prolétariennes et plébésiennes des pays semi-coloniaux.

Cette montée confirme le rôle dirigeant de la classe ouvrière, comme seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, et souligne l'actualité du programme marxiste-révolutionnaire : théorie de la révolution permanente, nécessité de la bataille pour l'unité et l'indépendance du prolétariat et du front unique ouvrier contre la division et la collaboration de classes, rôle clé des revendications transitoires et de l'auto-organisation démocratique des travailleurs, nécessité de détruire l'Etat bourgeois et d'instaurer la dictature du prolétariat, actualité de la révolution politique anti-bureaucratique, construction d'un parti et d'une internationale d'avant-garde.

La crise du facteur subjectif reste à résoudre pour l'ensemble des secteurs de la révolution mondiale. Seule la

construction de la IVe Internationale comme parti mondial le permettra.

Or vous proclamez à longueur de vos thèses, comme pour mieux vous en convaincre, que la IVe Internationale a été détruite par le révisionnisme.

Quand ?

A première vue, votre réponse est simple, en 1951-53, puisque votre projet de thèses affirme : « Notre combat est le même combat que celui engagé en 1950-53 et qui a nécessité la constitution d'un Comité international. »

Pourtant cette continuité est moins évidente que vous ne semblez aujourd'hui l'affirmer : pleine de coups de canifs et de noeuds.

En effet, il y a un an à peine, la TLT et la FB étaient encore dans les rangs de la IVe Internationale. En deux ans de préparation du XIe Congrès mondial, elles n'avaient jamais dénoncé le liquidationisme, jamais dit que la IVe Internationale était irrédressable ou irrémédiablement dégénérée. Sur sept questions à l'ordre du jour, la FB n'avait soumis qu'une seule contre-résolution (sur la démocratie socialiste) et la TLT deux contre-résolutions sur l'Europe et l'Indochine. Rien sur la résolution mondiale ! Rien, sur la libération des femmes ! Rien même sur l'Amérique latine !

Dans son interview à I.O., après la scission, le camarade Moreno essayait encore de justifier son passé et sa participation à la réunification de 1963 : « Selon l'opinion générale de notre fraction, à mon avis, la réunification des années 63 et 64 fut viciée et pleine de questions mal envisagées. Mais, malgré cela, elle fut très progressiste car elle s'appuyait sur la reconnaissance de Cuba comme Etat ouvrier. » Que signifiait alors le refus de la réunification et la négation de Cuba comme Etat ouvrier de la part du courant Lambertiste qui prétendait alors lutter contre la liquidation du trotskysme ?

Dans les thèses que vous présentez aujourd'hui unanimement, il n'y a plus trace de ces précautions. Il y est dit « que le révisionnisme s'est transformé en l'aile gauche des courants opportunistes caractérisés comme progressistes, en abandonnant toute activité trotskyste indépendante clairement délimitée. » Le camarade Moreno lui-même, à l'époque, proposait l'intégration pure et simple dans l'OLAS, ce qui n'est qu'un péché véniel par rapport à l'utilisation jadis du drapeau péroniste.

Dans le protocole signé le 27 octobre 1976, par le CORQI et ouvrant les discussions avec la IVe Internationale en vue de la réunification du mouvement trotskyste, il était écrit : « Le CORQI et l'OCI affirment que la IVe Internationale et sa section française, la LCR, sont des organisations révolutionnaires, bien qu'elles aient de profondes divergences avec certaines des positions de ces organisations. »

Ainsi la IVe Internationale était une organisation révolutionnaire en 1976. Elle l'était encore en 1978 quand nous célébrions ensemble l'anniversaire du

congrès de fondation. Elle ne l'était plus en août 1979, après l'expulsion de la Brigade Simon Bolivar.

Aujourd'hui la TLT et la FB ne parlent plus du congrès de réunification de 1963 qui nous était une référence commune. Le CORQI ne parle pas davantage du protocole de 1976.

Soit la TLT et la FB étaient sincères et honnêtes quand elles étaient encore dans les rangs (dans les « entrailles » du SU, comme l'a dit Ernesto Gonzales dans son rapport ici) de la IVe Internationale, et alors elles ont changé spectaculairement de position, endossant toute l'histoire du CORQI. Soit elles mentaient et manoeuvraient dans la IVe Internationale et alors quel crédit pourrait-on accorder à des propositions de discussion organisées ou d'unicification aujourd'hui ?

Soit le CORQI était sincère en 1976, et il doit expliquer sur la base du bilan de la révolution nicaraguayenne, en quoi et comment la IVe Internationale a basculé du côté du révisionnisme contre-révolutionnaire. Soit le CORQI mentait et manoeuvrait en 1976.

Dans un cas comme dans l'autre, le double langage et les manoeuvres sans principes prouvent que nous ne sommes pas entre organisations prêtes à développer entre elles des rapports loyaux pour surmonter leurs divergences et se retrouver dans les rangs d'une organisation révolutionnaire commune.

2) Vous avez prétendu prendre la défense des organisations trotskystes.

Vous venez d'écarter du Comité paritaire, l'OST du Costa-Rica et l'OSI du Salvador, les deux organisations les plus significatives se réclamant du trotskysme en Amérique centrale. Vous prétendiez au moment de la scission que demander à Fausto Amador de quitter l'Amérique centrale participait d'une entreprise de liquidation du trotskysme en Amérique centrale. Moins de six mois plus tard, vous avez repris à votre compte cette exigence naguère qualifiée par vous d'administrative.

Aujourd'hui, le Comité paritaire, qui n'est qu'un comité, s'arroge le pouvoir de tirer un trait de plume sur ces mêmes organisations, sans le moindre débat permettant d'établir des divergences politiques sérieuses. (La résolution de février 1980 condamnait vigoureusement « les attaques contre Fausto Amador dirigées en réalité contre les organisations du Comité paritaire, contre les organisations trotskystes, à la construction desquelles ce camarade a contribué activement. »

Dans sa lettre du 11 septembre à l'OST, le Comité paritaire considère en revanche le départ d'Amador d'Amérique centrale « comme la seule solution aux graves problèmes politiques que pose sa présence en Amérique centrale pour les organisations qui se réclament de la IVe Internationale. » Comprenez que cela pourra ce qui a changé entre les deux déclarations...) La direction de l'OST commente ainsi ce revirement :

« Le Comité paritaire s'est fondé en prenant comme point de départ la défense des militants et des organisations

*trotskystes en Amérique centrale, et parmi ceux-là mêmes qu'il (le CP) attaque aujourd'hui irresponsablement et publiquement... Depuis que s'est formé le Comité paritaire, ni le SU ni les staliniens n'ont lancé d'attaques contre nos partis sous la forme d'attaques publiques écrites contre Fausto Amador; vous (le CP) qui dénonciez le caractère réactionnaire des attaques contre notre parti, concentrées sur la personne de ce camarade, vous gagnez le douteux honneur d'être les premiers à reprendre pareilles attaques. »*

L'OST du Costa-Rica a pourtant envoyé une lettre ouverte au comité paritaire, dans laquelle elle confirme sa volonté de participer à la conférence ouverte. Cette lettre ne figure pas dans le dossier des délégués. Le rapport de bilan d'Ernesto Gonzales sur un an d'activité du Comité paritaire a tout simplement oublié de mentionner le cas d'Amador et la mise à l'écart de trois organisations centro-américaines de la conférence. Et ce sans débat ni explications politiques, et alors que vous n'êtes encore qu'un comité et non une direction élue !

3) Nous voulons construire la IVe Internationale comme parti mondial de la révolution prolétarienne; nous voulons donc construire ses sections partout dans le monde.

Depuis la révolution russe, plusieurs révolutions ont abouti au renversement du capitalisme et à la formation de nouveaux Etats ouvriers, sans la direction de partis marxistes-révolutionnaires : en Yougoslavie, en Chine, à Cuba, au Vietnam.

A moins de tomber dans le spontanéisme intégral, c'est-à-dire de considérer que la révolution a triomphé dans ces pays, non seulement sans direction consciente, mais contre l'impérialisme, le stalinisme, et contre la politique des partis dirigeant le processus révolutionnaire, nous devons reconnaître ces partis comme des partis révolutionnaires, au moment où ils ont pris le pouvoir, et dans la mesure où ils ont renversé le capitalisme dans leur propre pays.

Dès sa première phrase, la résolution du IIIe Congrès mondial de 1951 sur la révolution yougoslave affirme que le renversement du capitalisme dans ce pays est le résultat combiné de la pression des masses et de l'action consciente du PCY. Elle affirme par ailleurs : « Si le stalinisme peut être défini comme la subordination des intérêts des travailleurs de chaque pays à ceux de la bureaucratie soviétique, le PCY, à partir de 1941, a pris une orientation qui l'a conduit à la rupture de 1948. Il cessait par là d'être un parti stalinien au plein sens du terme. »

En 1967 encore, Moreno lui-même écrivait que Mao avait établi en 1949 une dictature « révolutionnaire et non pas contre-révolutionnaire comme le stalinisme », et encore que le courant Mao était « semi-réformiste et semi-révolutionnaire ». Ce qui est bien loin de la caractérisation actuelle des thèses.

Enfin, dans vos propres thèses pour cette conférence, vous reconnaissez au passage le rôle révolutionnaire conscient de ces directions, lorsque vous affirmez : « C'est contre la volonté de Staline que Tito et Mao ont pris le pouvoir. » (p.21). En effet, ils ont pris le pouvoir, malgré de terribles obstacles, et s'ils n'en avaient pas eu la volonté, rien, et pas la pression des masses seules n'auraient pu les y contraindre.

Si on ne reconnaît pas le rôle révolutionnaire de ces directions à un moment donné, par rapport au problème de la conquête du pouvoir dans leur pays, on tombe dans un spontanéisme absolu à l'encontre de la réalité historique.

En revanche, reconnaître ce rôle révolutionnaire n'implique en rien que ces directions aient été ou soient des directions marxistes révolutionnaires. Dire qu'elles ont réussi, dans des conditions exceptionnelles et avec une classe dominante faible et désorganisée, à résoudre la crise de direction dans leur propre pays jusqu'à l'instauration d'un Etat ouvrier, certes avec des déformations, ne signifie en rien qu'elles résolvent la crise de direction révolutionnaire à l'échelle internationale.

Elles ne sont pas seulement des directions incomplètes, qui n'auraient empiriquement retrouvé qu'une partie du programme de la révolution mondiale. Leur limite ne se traduit pas par un manque de position pour l'ensemble des secteurs de la révolution mondiale; elle aboutit de fait à des prises de position réactionnaires, comme on l'a vu, dans le cas de la direction cubaine, face à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie ou à la grève générale de Mai 68 en France.

Quel était donc le problème posé par la révolution nicaraguayenne ? Pas la question de savoir s'il faut ou non construire une section de la IVe Internationale, mais la question de comment et avec qui la construire ?

Le FSLN est allé autrement plus loin, dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, au-delà du renversement insurrectionnel de la dictature somoziste, que n'est allé pour l'instant par exemple le Parti des travailleurs du Brésil, dans les rangs duquel vous acceptez tous maintenant, et à juste titre, de militer. En dirigeant jusqu'à présent le processus révolutionnaire, il a opéré dans ses rangs une première sélection de militants révolutionnaires, qui sont encore susceptibles d'évoluer sur la base de leur propre expérience. D'autant plus que, historiquement lié à l'Etat ouvrier cubain et se référant explicitement à la révolution cubaine, le FSLN ne saurait être comparé à un mouvement nationaliste petit bourgeois comme le FLN algérien, ou même le mouvement du 26 juillet à son origine.

Nous avons donc considéré que la construction du parti révolutionnaire et d'une section de la IVe Internationale au Nicaragua passait d'abord par une intégration loyale dans les rangs du FSLN. Nous disons intégration lo-

yale, et non pas entrisme, du type de celui qui peut être pratiqué dans des organisations réformistes qui sont des obstacles qu'il faut balayer sur la voie de la révolution.

Une telle intégration n'est pas contradictoire avec le maintien de liens avec la IVe Internationale et avec la défense de ses idées. En 1933, prônant la fusion entre l'OSP et le RSP en Hollande, Trotsky admettait comme conséquence que « *le RSP renonce à ses liens d'organisation avec notre secrétariat international. Nous considérons cela comme une concession purement organisationnelle.* » (Oeuvres, tome 3, p. 69).

Il reconnaissait en revanche que l'existence de petites sections sectaires et pétrifiées dans le culte de leurs propres particularités pouvait devenir un obstacle sur la voie de la construction du parti : « *Si nous avions eu une section en Hollande, le RSP ne serait pas venu à nous si rapidement : les fractions n'auraient pas disparu au moment où il s'engageait dans la nouvelle voie. Les nombreux groupes d'Autriche par exemple, nous ont compromis aux yeux des sociaux-démocrates et ont bloqué leur marche vers nous.* » (Ibid. p. 66).

Que dire alors dans le cas du Nicaragua, où la BSB, Fausto Amador et la LMR ont accumulé un tel passif au nom du trotskysme. Tout le monde a le droit de réparer ses erreurs. Encore faut-il les reconnaître, et non se contenter, comme l'a fait ici le délégué de la LMR, de reconnaître au passage avoir commis des erreurs sans préciser lesquelles, quand il s'agit non d'un quelconque problème de tactique électorale, mais d'erreurs dans une insurrection de masse !

4) Tout au long des débats, vous avez fait grand tapage à propos des positions du SWP des Etats-Unis et des divergences qui existeraient au sein du SU.

A ce propos, il faut d'abord préciser trois choses :

a) premièrement, l'accord sur les tâches aux côtés de la révolution nicaraguayenne, a été confirmé un accord plus profond et durable sur l'attitude envers les révolutions, accord qui était déjà à la base de la réunification de 1963 et de la défense de la révolution cubaine. b) deuxièmement, nos camarades du SWP ont toujours fait preuve d'une fermeté et d'un courage sans défaillance dans la lutte pour l'indépendance de classe et contre l'impérialisme au sein de sa principale citadelle. Et aujourd'hui encore, ils sont au premier rang dans la défense de la révolution cubaine, nicaraguayenne et iranienne, dans la défense de la révolution à Grenade et au Salvador. On ne saurait en dire autant de l'OCI en France, dont l'histoire n'est pas particulièrement glorieuse sur le chapitre de la lutte contre son propre impérialisme (Algérie) et plus généralement en défense de la révolution coloniale (Cuba, Vietnam).

c) Enfin, sur la question de la révolution cubaine, nous partons, depuis la réunification de 1963, d'un accord substantiel.

La révolution cubaine, qui a abouti à la formation du premier Etat ouvrier sur le continent américain, présente la spécificité d'avoir été conduite par une direction non stalinienne.

Au lieu de théoriser la construction du socialisme dans une seule île, cette direction, au début des années 60, s'est posée le problème de l'extension de la révolution, au moins à l'échelle continentale. C'est elle qui, depuis Trotsky et l'opposition de gauche, a poussé le plus loin la théorisation de sa propre expérience en développant une ligne de révolution permanente pour l'Amérique latine : « *ou révolution socialiste ou caricature de révolution.* » Elle a initialement établi des rapports avec les masses différents du contrôle bureaucratique exercé par les directions chinoise ou vietnamienne pendant la montée révolutionnaire. Elle s'est trouvée alors en relation conflictuelle avec la bureaucratie soviétique.

Tout cela était souligné dans les bases du congrès de réunification de 1963, auxquelles le camarade Moreno semble oublier aujourd'hui qu'il a souscrit.

Depuis, les choses ont évolué, les déformations bureaucratiques de l'Etat ouvrier cubain se sont accentuées, de même que se sont amplifiés les zigzags de sa diplomatie. Sur tout cela, il y a discussion dans la IVe Internationale et elle sera publique. Mais il y a aussi des points essentiels sur lesquels il y a accord : les déformations bureaucratiques à Cuba ne signifient pas l'aboutissement d'une contre-révolution politique et la subordination de son orientation internationale aux intérêts contre-révolutionnaires d'une caste bureaucratique consolidée. Cette direction reste susceptible, dans le cadre d'une période de montée, et non de déclin de la révolution mondiale, d'évolutions, de différenciations, voire de ruptures internes, face à la possibilité d'extension de la révolution.

Ni le seuil de consolidation des privilèges bureaucratiques ni la rupture entre la direction et les masses, ni les liens politiques avec la bourgeoisie internationale ne sont tels qu'ils justifiaient un mot d'ordre de révolution politique à Cuba, même si certaines formes de bureaucratisme se sont accentuées et si les rapports avec la bourgeoisie internationale oscillent entre les affrontements régionalement localisés et les tentatives de conciliation dans d'autres cas.

Dire que le mot d'ordre de révolution politique, c'est-à-dire l'appel au renversement par les masses de la direction castriste n'est pas à l'ordre du jour, ne signifie évidemment pas que nous n'avons pas un programme à défendre, distinct de cette direction sur la politique internationale comme sur les questions intérieures. Nous défendons au contraire en toute indépendance la seule ligne internationaliste

conséquence pour l'ensemble de la révolution mondiale, c'est-à-dire l'ensemble du programme de la IVe Internationale, de même que nous défendons pour l'Etat ouvrier cubain un programme conséquent de démocratie socialiste.

Nous comprenons en même temps que la défense de la révolution cubaine et de l'Etat ouvrier cubain, toujours soumis au blocus et au chantage impérialiste directement exposés à ses menaces militaires, n'est pas une figure de rhétorique, mais une tâche d'une actualité brûlante.

Une discussion s'engage donc dans les sections de la IVe Internationale sur l'analyse concrète de la société cubaine aujourd'hui, sur la politique de la direction castriste. Mais cette discussion se situe sur le terrain du programme trotskyste et est parfaitement compatible avec la participation commune à la construction d'une même organisation internationale. Seules des défaillances des uns ou des autres, face à de grandes épreuves de la lutte de classe internationale pourraient mettre en cause cette conviction.

Il s'agit là, en effet, d'une question de méthode qui touche directement à la conception de l'Internationale que nous voulons construire.

5) En effet, l'unification des forces qui se réclament du trotskysme au sein de la même internationale aurait dû constituer un premier pas important, permettant de renforcer la crédibilité et la force d'attraction du trotskysme auprès des courants qui ne manqueront pas de surgir de la crise des organisations réformistes de masse, pour chercher une solution à la crise de direction révolutionnaire à l'échelle nationale et internationale.

Vous avez saboté cette possibilité :

a) les divergences que nous pouvions avoir sur l'intervention dans le mouvement de masse ont pris une dimension nouvelle à l'épreuve d'une révolution au Nicaragua.

b) Aujourd'hui, vous ne considérez pas la IVe Internationale dans son ensemble comme une organisation révolutionnaire fondée sur le programme trotskyste mais comme le regroupement d'un courant ouvertement révisionniste et un courant centriste qui « *s'il ne rompt pas dans la forme avec certaines formulations trotskystes est néanmoins "partie intégrante du révisionnisme" : il y a de fait une division des tâches entre ces deux nuances, une relation très semblable à celle qui existait entre Bernstein et Kautsky à partir de l'année 1914.* » Soit après la faille de la IIe Internationale et son passage définitif du côté de l'ordre bourgeois. Dans ces conditions, comment prendre au sérieux quelque proposition unitaire de votre part et comment ne pas y voir une pure manoeuvre ?

c) Au lieu de partir des grands événements de la lutte des classes internationale et des tâches, comme nous l'avons fait en 1963, vous fondez une nouvelle organisation internationale

sur la base du passé, c'est-à-dire d'un accord avec votre histoire politique. Avec une telle méthode, la fondation de toutes les internationales aurait été impossible, de même que toute fusion loyale au niveau national : qui peut se revendiquer de cette continuité au Brésil, au Pérou, en Argentine...

Cette méthode conduit inévitablement à une impasse. Imaginez que Lénine, en 1917, ait demandé à Trotsky, pour rejoindre le parti bolchévique, non un accord sur les tâches de la révolution, mais une autocritique préalable sur ses positions de 1903 ou 1912. Imaginez qu'au second congrès de l'IC, on ait demandé aux nouvelles sections, non un accord sur les 21 conditions, mais un accord sur la façon de combattre au sein de la social-démocratie depuis la polémique entre Bernstein et Rosa Luxembourg... Imaginez que pour fonder la IV<sup>e</sup> Internationale, Trotsky s'adressant aux courants centristes du SAP ou du RSP, ait exigé d'eux une autocritique et un accord sur l'analyse de l'URSS depuis 1924... Dans chacun des cas c'eût été perpétuer et multiplier les divisions au détriment des tâches de l'heure.

6) Mais votre démarche dévastatrice n'a rien de fortuit. Elle découle directement de la conception des partis-fractions et de l'Internationale-fraction qui sous-tend l'ensemble de votre démarche.

Nous cherchons à rassembler et unir sur la base du programme trotskyste. Pour cela, nous devons concilier un effort permanent tendant à la pratique d'un centralisme démocratique nécessaire à la cohésion du parti mondial que nous voulons construire, et des dispositions tenant compte de l'étape de construction où nous en sommes. Ainsi nous voulons que l'Internationale et ses instances puissent prendre position à la majorité sur les grandes questions de la lutte de classe. Nous voulons que ses positions soient publiées en tant que telles dans les organes de presse des sections. Au besoin, nous rendons publique l'existence de positions minoritaires. Dans les relations entre les directions internationales et les directions nationales, nous respectons la souveraineté des sections dans les questions de tactique nationale. Ainsi, si des questions de principe ne sont pas en jeu, une position du SU contradictoire à celle de la section n'a pas nécessairement valeur disciplinaire. Quand la section portugaise est entrée dans le FUR en 1975, le SU a fait connaître son désaccord dans la presse sans imposer par discipline un changement de ligne; de même récemment, quand une majorité de la section allemande s'est prononcée contre le vote SPD, le SU a rendu publique sa position contraire et il s'est attaché ensuite à convaincre la section allemande.

Vos dispositions organisationnelles visent au contraire au monolithisme et donc aux ruptures et aux explosions administratives. Déjà cette conférence

n'est plus une « conférence ouverte », même pas le congrès de fondation d'une organisation internationale sur un programme, mais un conclave de fractions. Vous prétendez faire preuve de prudence dans les formes et le rythme de restauration du centralisme démocratique international, mais déjà vous créez une direction internationale restreinte de 16 membres qui aura le pouvoir, à la majorité des 3/4 d'exclure tout militant ou section, alors que le projet de statuts ne précise pas l'usage des droits de tendances et fractions auquel il est seulement fait allusion dans les thèses. Le sens de ces dispositions est clair : il permet un fonctionnement hyper-centraliste dès lors que les deux grandes composantes du Comité international sont d'accord, sans laisser de place à l'apparition d'une minorité qui échappe à cet accord à l'image de ce qui se passe déjà dans des organisations nationales comme l'OCI et le PST.

Vous prenez le nom de Comité international. Il y a déjà eu une expérience de comité international fonctionnant selon le régime de l'unanimité entrecoupée d'excommunications : Healy, Varga, la section israélienne du CORQI, le départ du POR-Lora bolivien, l'exclusion de Política Obrera d'Argentine ne sont que quelques produits de ce type de fonctionnement qui traite les divergences politiques comme des affaires policières.

La mise à l'écart de l'OST du Costa Rica et de l'OSI du Salvador ne fait donc qu'annoncer le sort de bien d'autres au sein du Comité international qui va naître de cette conférence.

### III) LES THESES

Vous caractérisez ces thèses comme un accord de bronze — certains ont parlé ici sans modestie du texte le plus important depuis le Programme de transition. Nous les considérons plutôt comme le fruit d'un compromis. On y voit les coutures et les coups de pinces des uns et des autres. Rien d'étonnant à cela lorsqu'on se rappelle qu'en mars 1979 encore, le représentant de la FB au sein du SU était contre l'ouverture des discussions avec le CORQI caractérisé comme « secte dégenerée ».

1. - L'un des principaux griefs que vous faites à ce que vous appelez dans une formule d'amalgame à géométrie variable « le révisionnisme » — ce qui vous permet de ferrailer contre un adversaire omniprésent mais rarement défini et cité précisément — c'est la question de la croissance des forces productives depuis la seconde guerre mondiale.

Vous n'hésitez pas à ridiculiser le marxisme en affirmant sur le mode de l'évidence catégorique que les forces productives ont cessé de croître. Et pourtant vous écrivez à la page suivante :

« 3. (...) Le "boom" économique bourgeois qu'a permis l'appui de la bureaucratie du Kremlin, bien que fondé sur le parasitisme et l'économie d'armement a été le plus colossal de toute l'histoire du capitalisme. (...) »

4. La plus grande révolution technologique de toute l'histoire de l'humanité s'est réalisée sous la domination de l'impérialisme. Ces avances technologiques (la cybernétique, les fusées, l'énergie atomique, la pétrochimie, les engrais chimiques, les découvertes scientifiques dans tous les domaines, telles que la pénicilline, les nouveaux médicaments, etc.) se concrétisent par le plus spectaculaire des progrès faits par l'humanité : le début de la conquête du cosmos, de l'univers. Ces conquêtes techniques sont néanmoins fondées essentiellement sur le gaspillage effréné des forces productives qui est la marque de l'économie d'armement fondée sur des budgets militaires fantastiques qui sont devenus le volant d'entraînement de toute l'économie mondiale. (...) »

Les contorsions théoriques les plus souples ne vous permettront pas de fonder cette thèse de la croissance zéro des forces productives depuis plus d'un demi-siècle. Une malheureuse citation de l'Idéologie allemande, même archi-torturée, ne tient pas contre la somme du Capital.

Pour tenter de sauver votre position vous mettez l'accent sur la place de la force de travail dans les forces productives et sur les ravages de l'impérialisme dans les pays qu'il suce jusqu'au sang. Mais vous ne parviendrez pas pour autant à démontrer contre toute la statistique démographique qu'il y a un recul absolu de la force de travail.

Et quant aux mutilations que l'impérialisme fait subir à des populations entières, à la malnutrition et aux épidémies, relisez *Les Classes laborieuses en Angleterre*, relisez le rapport Wuillaume, relisez les passages du Capital sur l'accumulation primitive : c'était déjà la barbarie capitaliste, et pourtant il y avait croissance des forces productives. Relisez Rosa Luxembourg et son évocation des conséquences de la pénétration impérialiste aux Indes, et pourtant il y avait croissance des forces productives.

En fait, cette question renvoie à un problème théorique de fond, celui des cycles longs de l'accumulation capitaliste. Si le capitalisme est historiquement condamné, rien ne dit qu'il est économiquement incapable de nouvelles périodes d'essor des forces productives, sur la base d'un écrasement de la classe ouvrière et de destructions chaque fois plus coûteuses. La phase d'expansion longue de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 60 a pour point de départ rien de moins que l'écrasement du prolétariat allemand par le nazisme, la défaite de la révolution espagnole et les défaites prolétaires en Europe, les effets de la seconde guerre mondiale, sans parler des conséquences de la victoire du stalinisme.

Toute autre approche serait mécaniste et a-historique. Loin de défendre, comme vous croyez le faire, l'actualité de la révolution prolétarienne, elle affaiblit le marxisme. Les économistes bourgeois prétendaient que l'expansion de l'après-guerre embourgeoisait le prolétariat et surmontait les conflits de classes. Il n'y avait pas besoin de nier cette croissance des forces productives, pour comprendre qu'elle accumulait de nouvelles contradictions explosives et que des explosions révolutionnaires pouvaient résulter de cette période même, sans attendre une crise catastrophique, comme l'a démontré en France la plus grande grève prolétarienne de Mai 68.

Toutes les tentatives de nier la réalité se sont au contraire soldées par une incompréhension majeure du cours de la lutte des classes. A la veille de 1968, l'OCI voyait la classe ouvrière française sur la défensive, le dos au mur, face à la tentative d'instauration par de Gaulle d'un Etat corporatif. Elle dénonçait en conséquence les barricades étudiantes comme une aventure suicidaire, avant d'opérer en avril 1969 (et non en Mai 68 !) un retournement spectaculaire pour caractériser la période — au lendemain du referendum perdu par de Gaulle — comme celle de l'imminence de la révolution.

Si vous voulez persister dans cette théorie absurde, vous trouverez des arguments utiles dans les thèses de Maurice Thorez sur la paupérisation absolue. Leur lecture vous économisera un travail de recherche ardu. Elle ne résoudra pas pour autant les contradictions dans lesquelles vous vous ligotez.

Quant à ce que vous considérez comme l'enjeu de ce débat en apparence abstrait, vos propres thèses se retournent imparablement contre vous. Reconnaître qu'il y a eu une phase de croissance des forces productives après la seconde guerre mondiale, jusqu'à la fin des années 1960, ce serait admettre pour le capitalisme la possibilité de faire des concessions à la classe ouvrière. Comment le nier dans les pays impérialistes ? Prétendez-vous qu'il y a eu stagnation ou régression du salaire réel et du salaire indirect, des prestations sociales entre 1945 et 1975 ? Même dans les pays semi-coloniaux les plus industrialisés, prétendez-vous que ce fut la tendance générale de la fin de la guerre au début des années 60 ?

Sur ce sujet, vous n'hésitez d'ailleurs pas à vous contredire d'une page à l'autre de vos thèses :

p. 36 « (...) Si le révisionnisme avait raison, ses conceptions signifieraient que nous serions rentrés dans une époque de croissance organique du capital et de réformes, dans laquelle il s'agirait par conséquent pour les travailleurs d'obtenir la plus grande part possible du gâteau, dans le cadre de ce nouveau processus progressif du développement du Capital. (...) »

p. 37 « (...) Les conditions du boom ont permis d'arracher d'importantes concessions à la bourgeoisie et d'améliorer relativement les salaires réels

et les conditions de vie dans certains pays, spécialement dans les pays impérialistes. (...) »

2. - Dans son rapport sur les thèses, le camarade Moreno a également tenté de grossir une querelle sur la question des trois secteurs de la révolution mondiale, recourant pour cela à la classification des espèces, à la division entre vertébrés et invertébrés, aux différences entre éléphants et fourmis. Cette mobilisation théorique est pourtant bien superflue.

La lutte de classes se déroule à échelle internationale entre les deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat. Il y a unité de la lutte de classe, au sens où il y a combinaison de plus en plus étroite des avancées et des reculs de la révolution prolétarienne et où la nécessité de la conquête et de l'exercice direct du pouvoir par le prolétariat est partout posée. Cette unité trouve une base objective de plus en plus évidente dans l'internationalisation croissante du processus de production.

Mais cela n'empêche en rien que la révolution prolétarienne continue à se développer dans le cadre d'Etats nationaux pour déboucher et s'achever sur l'arène internationale. Cela n'empêche en rien que ces Etats nationaux aient des caractéristiques différentes, dans les pays capitalistes développés, dans les pays semi-coloniaux et coloniaux, dans les Etats ouvriers bureaucratés. Reconnaître les tâches spécifiques inhérentes à ces particularités n'implique en rien un démembrement du programme unique qui fonde l'existence de la IVe Internationale.

Si c'était le cas, le rapporteur aurait dû s'émouvoir de trouver dans le Programme de transition des chapitres spécifiques et séparés, consacrés aux pays coloniaux, aux Etats fascistes, et à l'URSS en tant qu'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré.

3. - La question de la bureaucratie et du stalinisme est en revanche une question réelle, que le rapporteur, dans le cadre des thèses, a abordée avec une extrême légèreté, tournant le dos à la dialectique marxiste au profit de la logique binaire du « si o no ».

Oui, la bureaucratie stalinienne est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, au moins depuis 1933. Oui, elle constitue jusqu'à un certain point un agent de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier. Oui, sa politique internationale est contre-révolutionnaire.

Mais ce n'est là qu'une analyse partielle de la bureaucratie et de sa fonction.

Dans le débat préparatoire au XIe Congrès mondial, la TLT définissait déjà synthétiquement la bureaucratie comme un « organe petit-bourgeois dans sa composition, bourgeois dans sa nature. » Trotsky a bien écrit, et souvent, que la bureaucratie a « jusqu'à un certain point » ou « dans une certaine mesure » un caractère bourgeois : dans la mesure, dit-il, où

elle plonge ses racines dans un système bourgeois de répartition au sein de l'Etat ouvrier, la bureaucratie « même la plus révolutionnaire » a un caractère bourgeois. Ecoutez bien : même la plus révolutionnaire, même la bureaucratie naissante du début des années 20, quand le Parti bolchévique n'était pas encore un parti stalinien.

Au fur et à mesure qu'elle voit s'accumuler et se cristalliser ses privilèges, cette bureaucratie s'autonomise et s'élève au-dessus de la classe. S'élevant au-dessus de la classe, elle « tombe sous la pression de l'impérialisme » (*Défense du marxisme*, p. 113 et 130). En tant que caste bonapartiste, elle s'appuie « tantôt sur le prolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat ». Ecrivant cela, Trotsky jetait-il les fondements de la théorie révisionniste d'une double fonction de la bureaucratie ?

Dans la *Révolution trahie*, il explique fort clairement que l'Etat nazi n'appartient que jusqu'à un certain point à la bureaucratie nazie, qui sert en dernière analyse les rapports de production capitalistes. En tant qu'organe parasitaire au sein de l'Etat ouvrier, la bureaucratie plonge ses racines dans le prolétariat : elle est le produit d'une « différenciation sociale » et « non d'une différenciation de classe » ; c'est pourquoi, comme toute bureaucratie, elle reste dépendante des rapports sociaux dans lesquels elle plonge ses racines et doit donc être définie en référence aux classes fondamentales.

D'ailleurs, quand il parle de l'Etat ouvrier, Trotsky parle aussi d'un « Etat bourgeois sans bourgeoisie dans une certaine mesure... » (*La Révolution trahie*, p. 59) ou jusqu'à un certain point... (« les trois petits mots que Craipeau ignore », dans *Défense du marxisme*, p.95). La bureaucratie de l'Etat ouvrier est bourgeois de la même façon que l'Etat lui-même, dans une certaine mesure ou jusqu'à un certain point.

En effet, dans *Défense du marxisme*, Trotsky affirme sans la moindre ambiguïté : « Sous une forme très déformée, les intérêts de l'Etat ouvrier se reflètent en dernière instance à travers les intérêts de la bureaucratie. La bureaucratie de l'URSS repose sur l'économie d'un Etat ouvrier où elle plonge ses racines. » Vous avez bien entendu cette énormité révisionniste : les intérêts de l'Etat ouvrier se reflètent en dernière analyse à travers les intérêts de la bureaucratie !

Et c'est pourtant logique. C'est précisément parce que la bureaucratie n'est pas une classe, parce qu'elle n'a pas une base autonome de reproduction dans les rapports de production, qu'elle demeure hétérogène et susceptible de déchirements dans l'épreuve. Trotsky reste en cela fidèle, et non vous, à la méthode appliquée dès 1933 dans *La IVe Internationale et l'URSS* : « La classe se détermine non pas seulement par la participation dans la distri-

buton du revenu national, mais aussi par un rôle indépendant dans la structure générale de l'économie, par des racines indépendantes dans les fondements économiques de la société... De tous ces traits fondamentaux, la bureaucratie est dépourvue. Elle n'a pas de place indépendante dans le processus de production et de répartition. Elle n'a pas de racines indépendantes de propriété. Ses fonctions se rapportent dans leur essence à la technique politique de domination de classe. La présence de la bureaucratie avec toutes les différences de ses formes et de son poids spécifique caractérise tout régime de classe. Sa force est un reflet. La bureaucratie, indissolublement liée à la force économique dominante est nourrie par les racines sociales de celle-ci, se maintient et tombe avec elles. »

Se maintient et tombe avec les racines de l'Etat ouvrier... Toutes les métaphores de Trotsky sur la bureaucratie comme syphilis, tumeur ou gangrène soulignent en réalité la dépendance du parasite envers le corps parasité.

Passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, la bureaucratie est politiquement réactionnaire et contre-révolutionnaire. Elle joue internationalement un rôle de maintien de l'ordre établi. C'est en quoi on peut dire qu'elle est politiquement bourgeoise ou petite-bourgeoise. Mais dire qu'elle l'est socialement débouche sur une série de contradictions à la limite de l'absurdité théorique :

- la prise du pouvoir en Chine, en Yougoslavie ou au Vietnam par des partis, selon vous « stalinien petits-bourgeois » ne traduirait pas une modification des rapports de forces mondiaux au profit du prolétariat, mais une montée planétaire de la petite-bourgeoisie. Ce qui nous conduirait au seuil d'une révision fondamentale de la théorie de la révolution permanente. Il n'y aurait pas crise du stalinisme, mais au contraire extension et renforcement incomparable du système bureaucratique;

- l'unité entre les PS et les PC, serait déjà en elle-même un front populaire entre un parti ouvrier bourgeois social-démocrate et un parti stalinien petit-bourgeois, à moins que les partis stalinien restent des partis ouvriers-bourgeois, bien que la bureaucratie stalinienne du Kremlin à laquelle ils seraient subordonnés, soit caractérisée socialement comme bourgeoise;

- enfin, le rapporteur, a beaucoup insisté sur le fait que par sa politique internationale de défense du statu quo, la bureaucratie défend en dernière analyse internationalement la propriété privée. Mais en déduire comme vous le faites qu'elle trouve sa propre base dans la propriété privée, et qu'elle est pour cela un agent direct de l'impérialisme dans l'Etat ouvrier, c'est déjà mettre le doigt dans l'engrenage des théories capitalistes d'Etat !

Trotsky, réveille-toi...

4. - Vous aviez à ce propos un problème théorique sérieux.

Comment concilier la position traditionnelle du CORQI, qui ne reconnaît comme dictature du prolétariat que la révolution russe et celle de la FB qui identifie la dictature du prolétariat à une ère pratiquement nécessaire et progressiste de domination bureaucratique, avec sa théorie des deux étapes de la dictature du prolétariat : « Celle que nous connaissons actuellement est la première et elle se traduit par l'affrontement avec l'impérialisme jusqu'à la défaite finale. La seconde sera celle de la construction du socialisme. Cela ne veut pas dire que les deux étapes ne se combinent pas dans la première. Mais l'élément essentiel reste l'affrontement politique et militaire avec l'impérialisme. » (Nahuel Moreno : *La dictature révolutionnaire du prolétariat*, collection *Polemica Internacional*). Cette conception étapiste de la dictature du prolétariat, qui sacrifie dans un premier temps l'exigence de la démocratie socialiste de type soviétique, aux impératifs de l'affrontement militaire avec l'impérialisme, ne contient-elle pas en germe tous les développements du campisme, que vous dénoncez par ailleurs avec zèle. Elle mine en outre votre position sur l'actualité de la révolution politique dans tous les Etats ouvriers, y compris Cuba et le Vietnam : pourquoi appeler à la révolution politique si l'élément essentiel reste l'affrontement militaire avec l'impérialisme ?

Pour résoudre cette contradiction, vous avez accouché d'une théorie monstrueuse, la théorie de Février et Octobre.

Vous expliquez dans vos thèses que « cet après-guerre, bien qu'il ait été l'étape la plus révolutionnaire de l'histoire n'a engendré que des révolutions de février. »

Ainsi, la révolution yougoslave, la révolution chinoise, la révolution cubaine, la révolution vietnamienne sont toutes des révolutions de février ? Et pourtant ce sont des Etats ouvriers ?

Pour vous sortir de ce dilemme, vous êtes conduits à changer l'interprétation de février : « Février est une révolution socialiste, catégoriquement socialiste, parce qu'elle démantèle l'appareil d'Etat capitaliste au cours d'une mobilisation révolutionnaire des travailleurs. » Après Février pourtant, l'Etat russe restait un Etat bourgeois qu'il fallut renverser par une insurrection, le gouvernement de Kérénsky restait un gouvernement bourgeois responsable de la répression de juillet, l'essentiel de l'armée tsariste restait en place.

Caractériser comme des révolutions de février à la fois l'instauration de l'Etat ouvrier chinois et le renversement du chah en Iran, à la fois l'instauration de l'Etat ouvrier cubain et le renversement de la dictature portugaise en avril 1974 ne peut qu'aboutir à une confusion extrême des tâches, mêlant l'opportunisme envers des directions

bourgeoises et le sectarisme envers des directions révolutionnaires qui vont jusqu'au renversement du capitalisme « contre la volonté de Staline » comme vous le reconnaissez dans vos thèses (p. 21).

Le fond de l'affaire, c'est qu'il est archi-faux de dire comme vous le faites que la « différence entre Février et Octobre réside dans le facteur subjectif : en résumé la révolution de février est inconsciemment socialiste alors que celle d'octobre l'est consciemment » (thèses p. 27). La différence est qualitative et sociale : Février est une révolution démocratique qui initie un processus de révolution permanente, alors qu'Octobre renverse l'Etat bourgeois et instaure la dictature du prolétariat. Prétendre que les révolutions chinoise, yougoslave, vietnamienne ou cubaine sont des révolutions socialistes inconscientes porterait un coup mortel à la nécessité programmatique du parti léniniste et rendrait au spontanéisme un hommage immérité.

A condition bien sûr que l'ont soit toujours d'accord pour caractériser ces Etats comme des Etats ouvriers, et non comme des Etats petits-bourgeois ou socialement indéterminés...

Nous sommes ici à titre d'observateurs. Vous adopterez en toute responsabilité les thèses qui vous paraîtront les meilleures. Mais vous seriez bien inspirés d'abandonner dès maintenant cette invention de fortune, qui ne pourra vous causer à l'avenir que d'inextricables contradictions sur le terrain des principes.

5. - Sur une question aussi importante pour l'intervention courante, que la question syndicale, vous aviez des positions diamétralement opposées.

Le CORQI et la TLT dénonçaient les Commissions ouvrières espagnoles comme l'ultime béquille du syndicat franquiste, comme des anti-syndicats, au point de les tenir à l'écart du mot d'ordre d'unification syndicale limité à l'UGT et à la CNT. De son côté la FB a traditionnellement en Argentine une pratique syndicale à laquelle les griefs reprochés à Política Obrera n'ont rien à envier.

Au Brésil, l'OSI dénonçait encore dans ses thèses de congrès de 1979, le PT comme « un produit du syndicat corporatif, regroupant de vieux pelegos et des pelegos plus nouveaux », dont le véritable rôle aurait été de « maintenir la structure syndicale corporative, de briser le mouvement gréviste, de jouer aux côtés du PCB un rôle de soutien à la dictature pour éviter que l'appareil corporatif syndical ne soit brisé par les travailleurs. » (sic !) Alors que parallèlement, la Convergence socialiste traitait des lauriers à Marçilio, membre du PTB brizoliste.

Les thèses se contentent aujourd'hui de formules générales sur la nécessité de travailler partout dans les syndicats « quelles que soient leurs caractéristiques et leur origine » (donc dans les CO et dans la CFDT en France), et de

donner une précision nationale (exceptionnelle dans le texte) qui constitue un chèque en blanc pour le PST en Argentine : « Ainsi pour l'Argentine le combat pour l'indépendance des syndicats passe aujourd'hui par la reconquête ouvrière de la CGT, la rupture de toutes les formes d'ingérence de l'Etat, l'éviction de la bureaucratie corrompue. »

Pourtant les rapports historiques de la CGT argentine avec l'appareil d'Etat sont bien autre chose que ceux que les Commissions ouvrières ont pu entretenir jadis avec l'appareil syndical vertical !

6. - Pour terminer sur les thèses, il aurait fallu dire un mot de votre fermeté principielle sur la question des fronts populaires. Il semble en effet qu'il y ait à ce sujet, quelque difficulté à passer de la théorie à la pratique, contrairement à ce que prétendait le rapporteur, pour qui toute alliance entre un ouvrier et un bourgeois constitue un front populaire.

Le gouvernement de Mao en 1949, celui de Tito en 1945 ou du Vietnam en 1975, qui comportaient des ministres bourgeois, étaient-ils des gouvernements de front populaire ? La seule question de l'alliance ne suffit pas, indépendamment d'une analyse concrète de la situation à définir sa nature et sa fonction politique.

D'ailleurs, au Pérou, c'est le PST de la FB qui accusait le POMR de participer dans l'ARI (Alliance révolutionnaire de gauche) à un accord de front populaire, alors qu'au Salvador, c'est Amador qui accuse la FB d'avoir voulu participer au FDR (Front démocratique révolutionnaire), et rappelle à l'occasion ses faiblesses connues pour les alliances avec la bourgeoisie : participation en 1973 du PRT d'Uruguay au Frente Amplio, authentique front interclassiste dirigé par le général Seregni, et proposition en 1973 également d'appeler à voter pour les listes péronistes à la seule condition qu'elles incluent 80% de candidats ouvriers, l'importance et la fonction des 20% restant devenant alors secondaire...

Mais je voudrais revenir sur une question décisive et concrète à laquelle Ernesto Gonzales n'a accordé que peu de place dans son rapport de bilan, sinon pour y saluer un grand succès du Comité paritaire.

C'est la question de l'ARI au Pérou. Au lieu de jeter toutes vos forces dans l'ARI pour consolider son contenu de classe, vous avez saisi la première occasion, c'est-à-dire une manoeuvre des organisations maoïstes pour écarter et briser l'ARI au profit d'un front des trotskystes, conformément à la décision prise, coûte que coûte, par la session de Sao Paulo du Comité paritaire.

Parce qu'il s'agissait d'un front populaire ? Votre résolution de Sao Paulo n'ose pas l'affirmer. Et pour cause. Le POMR avait en effet d'abord accepté de s'incorporer à l'ARI et il en avait correctement défendu la nature dans

une polémique publique avec le PST péruvien : « La constitution de l'ARI est indiscutablement une victoire politique pour le prolétariat et les masses opprimées des villes et des campagnes... Parce que nous pensons, nous qui formons la majorité des organisations politiques de gauche, que nous avons fondé cette alliance sur le terrain de l'indépendance politique de classe du prolétariat. Ce principe est affirmé par le point VI de l'acte de constitution de l'ARI signé le 17 février... Ses limites (de l'ARI) résident dans le fait qu'elle ne comporte pas explicitement de mot d'ordre pour un gouvernement ouvrier et paysan... Par conséquent toutes les composantes de l'ARI gardent toute leur liberté de proposer leurs propres formules de gouvernement. » (*Revolucion Proletaria*, 16.2.80).

Le seul motif de rupture avancé par votre déclaration de Sao Paulo sur le Pérou est donc bien le manque de clarté sur la formule de gouvernement dans la plate-forme de l'ARI. Pourtant, vous reconnaissez dans vos thèses que cette formule n'est qu'un mot d'ordre tactique. Vous vous battez ailleurs et notamment en France pour l'unité sans préalable ni condition des organisations ouvrières. Vous participez au Brésil, pas même à un front électoral conjoncturel, mais à la construction organique d'un parti, le Parti des travailleurs, qui n'a pas dans sa plate-forme de mot d'ordre gouvernemental plus clair que n'en avait l'ARI.

Dans son journal du 16 février, le POMR caractérisait encore correctement l'opposition du PST péruvien à l'ARI : « Si le PST ne s'intègre pas à l'ARI, c'est parce qu'il ne croit pas au front unique, c'est-à-dire à la tactique révolutionnaire qui, dans un pays arriéré, permettra au prolétariat de se libérer de l'oppression nationale et d'accéder au pouvoir. L'abandon d'une telle tactique mène à adopter une position sectaire, à croire que le parti révolutionnaire pourrait se construire à partir de la simple augmentation de ses effectifs. »

Par la décision de Sao Paulo, c'est l'ensemble du Comité paritaire qui s'est aligné sur le sectarisme du PST. Les 27% de suffrages que vient d'obtenir aux élections municipales l'Union de Izquierdas confirme la force du potentiel unitaire qu'aurait pu exprimer l'ARI sur le terrain de l'indépendance de classe. La dynamique unitaire de l'ARI pouvait aller au-delà d'un simple accord électoral et poser objectivement à l'ordre du jour la construction d'un parti ouvrier de masse au Pérou, comme pas décisif dans l'indépendance de classe.

En misant sur l'éclatement de l'ARI, vous avez dilapidé le capital que représentait l'expérience du FOCEP et ruiné pour l'immédiat la possibilité de voir naître un parti ouvrier de masse avec Hugo Blanco à sa tête. Vous avez ainsi favorisé les manoeuvres électorales de la bourgeoisie, semé la déception dans les rangs ouvriers, facilité la renaissance des politiques de collaboration de

classes au détriment de la politique d'unité et d'indépendance de classe qui pouvait se frayer la voie à travers l'ARI, grâce à une ferme position des trotskystes en son sein.

Cette politique minable n'a pas été dictée en considération des intérêts objectifs des masses péruviennes, mais strictement en fonction de considérations internes au Comité paritaire et de soucis tactiques envers le SU.

Et c'est cela qu'Ernesto Gonzales, sans y apporter le moindre argument, qualifie de grande victoire du Comité paritaire. Ce genre de victoire augure bien mal de ce que pourront être les succès du Comité international.



Le déroulement de la conférence comme la teneur de vos thèses politiques nous confirme que les bases principielles sur lesquelles vous prétendez reconstruire le centralisme démocratique, n'existent pas.

Vous ne vous définissez pas comme une organisation majeure, mais comme fraction qui n'existe que par rapport au SU et en fonction de lui.

Si le SU n'existait pas, vous l'auriez inventé, pour couvrir vos propres échecs, vos erreurs. La place centrale qu'il occupe dans toutes les interventions et dans tous les rapports ne peut avoir qu'un sens : en tant que centre révisionniste, il est à vos yeux, après les fronts populaires, le dernier rempart de la bourgeoisie et donc le pire.

Vous allez, au sortir de cette conférence, éduquer des milliers de militants sur cette position, au lieu de regarder en face les difficultés et les véritables problèmes de la lutte de classes. Vous forgez ainsi le sectarisme et préparez les désillusions.

Lambert a en effet affirmé que le Comité international regroupait dans les années 1950, 80% des forces se réclamant du trotskysme. Qu'est-ce qui l'a alors empêché d'avancer dans la construction du parti mondial ? Le SI ? le SWP ? Healy ?

Si Trotsky a écrit jadis que les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils, elles le sont à plus forte raison que nos tout petits appareils.

Il n'y a aucun alibi, aucune couverture, aucun bouc émissaire sur lesquels vous décharger de votre propre bilan.

En 1963, nous avons réalisé une réunification en défense de la révolution cubaine et de la révolution coloniale (Algérie) et de la montée de la révolution politique en Pologne et en Hongrie en 1956.

Vous vous unifiez aujourd'hui à l'inverse : sur la base de la négation d'une révolution en cours et du manquement aux plus élémentaires devoirs internationalistes.

Nous ne nous résignons pas pour notre part à une dispersion durable des forces se réclamant du trotskysme. En votant la résolution sur la situation mondiale comme les thèses sur l'Europe, notre XI<sup>e</sup> Congrès mondial a confirmé la nécessité de réunifier le mouvement trotskyste au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il s'agit pour nous d'une question importante.

Nous voulons construire la IV<sup>e</sup> Internationale comme un instrument efficace de la lutte des classes à l'échelle mondiale. Ce n'est possible que sur la base de la plus grande fermeté programmatique et de l'honnêteté nécessaire entre révolutionnaires.

Vous proposez par la présente conférence de reprendre les discussions avec le SU, « dans le cadre du passage » d'un article du camarade Mandel publié dans *Quatrième Internationale* du mois d'août. Cet article ne fait que réaffirmer nos références fondamentales.

Nous avons un programme, des textes de congrès : nous nous réclamons du Programme de transition et nos statuts nous fixent pour but la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme parti mondial.

Si vous voulez discuter de nos positions en tant qu'organisation elles sont largement publiques et connues.

Mais en organisant la scission de l'an passé, vous avez créé une situation nouvelle. On ne peut pas avoir mangé sa tartine et l'avoir encore.

Soit vous reconnaissez vous être trompés sur la révolution nicaraguayenne, et alors le critère que vous forgez a posteriori pour délimiter le « révisionnisme » du « trotskysme orthodoxe », est nul et non avenu. Mais n'attendez pas vingt ans pour le faire.

Soit vous confirmez vos positions sur le Nicaragua, mais vous considérez que vous vous êtes trompés et que vous avez eu tort de scissionner, c'est-à-dire d'en faire prématurément un critère susceptible de délimiter organisationnellement une organisation mondiale. Dans ce cas, c'est votre conception de l'Internationale, des exclusives et des exclusions, de la méthode de construction à partir des principes programmatiques fondamentaux qui est en jeu.

C'est soit l'un, soit l'autre.

Sinon la discussion entre nous peut avoir lieu, comme nous le faisons en intervenant à votre conférence, comme nous continuerons à le faire publiquement par voie d'articles, mais elle est sans objet.

Nous prenons en effet vos textes au sérieux. Peut-être plus que vous-mêmes, et nous considérons que les mots ont un sens, qu'ils ne viennent pas à la légère. Vous nous dénoncez comme une organisation révisionniste. Avec des nuances, mais, rappelez-vous vos propres thèses, des nuances du même ordre que celles qui existaient entre Bernstein et Kautsky avant 1914. Dans son

rapport ici même, Lambert a dit que la tâche du révisionnisme c'est de « dresser tous les obstacles à la lutte révolutionnaire du prolétariat afin de nier et de combattre l'hégémonie du prolétariat dans la révolution. » Ni plus, ni moins.

Soyez alors conséquents. S'il y a le révisionnisme et le trotskysme orthodoxe, s'il y a ceux qui veulent construire la IV<sup>e</sup> Internationale et ceux qui veulent la détruire, il n'y a pas place pour une coexistence au sein d'une même organisation internationale. C'est vous qui le dites et qui en avez tiré les conséquences organisationnelles. On ne marie pas l'eau et le feu...

Si vous prenez vos caractérisations au sérieux, vous devez inventer 21, ou 51 conditions si nécessaire, pour tenir le révisionnisme à l'écart.

Ni la discussion organisée, ni l'unification ne sont dans ces conditions à l'ordre du jour.

La discussion publique et la confrontation pratique sont en revanche nécessaires.

Une fois pour toutes, abandonnez votre double langage, indigne de militants révolutionnaires, rompez avec vos méthodes de fractionnalisme maladif.

Pour notre part, nous restons fidèles, patiemment et avec ténacité à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

Vive l'internationalisme prolétarien !  
Vive la IV<sup>e</sup> Internationale !

VIENT DE PARAÎTRE

## Quatrième Internationale

PROLÉTAIRES DE  
TOUS LES PAYS  
UNISSEZ-VOUS !



RONALD REAGAN & MICHAEL FOOT

Mozambique : l'engrenage néo colonial

LES PREMIERS ENSEIGNEMENTS  
DE LA RÉVOLUTION AU SALVADOR

Le colloque international sur Trotsky

PETR UHL : LE SOCIALISME EMPRISONNÉ

Mariategui et la révolution péruvienne

L'industrie nucléaire de la R.F.A.

TROTSKY : PERSPECTIVES ET TACHES EN ORIENT

Périodique trimestriel / 39<sup>e</sup> année / 3<sup>e</sup> série, n° 3  
janvier février mars 1981

passer vos commandes à la PEC



